
1989

19-01-2020

Lorsque la grève éclate en septembre 1989 chez Peugeot, d'abord à Mulhouse, puis à Sochaux, Jean Kaspar, alsacien d'origine, est secrétaire général de la CFDT. « La direction de Peugeot, incarnée par Jacques Calvet, avait du mal à reconnaître la légitimité des organisations syndicales et de leurs représentants à intervenir dans tout ce qui touche à la gestion des entreprises », se souvient-il trente ans plus tard. « Dans de nombreuses sociétés, on était encore dans les rapports de pouvoirs issus du XIXe siècle : le patron tout-puissant pensait que lui seul avait la responsabilité de gérer son entreprise » À l'époque, « la culture managériale était pour l'essentiel fondée sur les seuls rapports d'autorité qui conduisaient à des formes d'autoritarisme, considérant que les salariés étaient de simples exécutants. Et puis tous les acteurs étaient culturellement prisonniers d'une logique de gestion qui subordonnait le social à des choix considérés comme plus fondamentaux, à savoir les choix financiers, économiques, techniques et juridiques ». [...]

Jean Kaspar tire deux leçons de ce conflit de 1989. « D'abord, il faut modifier en profondeur le dialogue social. Comme en 1989, celui que l'on pratique aujourd'hui me semble obsolète. Il faut passer à un dialogue stratégique, économique et social. Le dialogue dans l'entreprise ne doit pas se limiter au social, mais inclure l'élaboration de la stratégie de l'entreprise et les choix économiques à opérer. » Pour lui, il faut passer à un dialogue social tel qu'il est caractérisé en Allemagne ou dans les pays nordiques. « Ainsi faut-il mettre fin à cette division des tâches qui consiste à considérer que les seuls responsables de la stratégie, ce sont les actionnaires et la direction, et que le rôle des organisations syndicales ne serait que de gérer avec les dirigeants les conséquences des choix opérés par eux. »

Laurent Bodin, L'Est Républicain, 28 septembre 2019

Jean-Jacques Salomon

(Claude Lussac)

palio@editionsdupalio.fr